

Résonances

Pôle ressources ville et développement social

Centre de Ressources
Politique de la Ville ouest
francilien



39 rue des Bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
contact@lepoleressources.fr

< Cycle de réflexion, 27 septembre, 9h-12h30, Villiers-le-Bel >

LES ESPACES PUBLICS, VECTEURS D'INÉGALITÉS DE GENRE ?

Le Pôle ressources, dans le cadre d'un cycle de réflexion sur les violences sexistes et sexuelles initié en 2023, propose un troisième temps consacré à la place des femmes au sein des espaces publics. En effet, longtemps imaginée et créée par les hommes et pour les hommes, la ville génère encore de nombreuses inégalités de genre. En présence de Johanna Dagorn et Arnaud Alessandrin, de l'université de Bordeaux, et de Corinne Luxembourg, enseignante-chercheuse à l'Université Sorbonne Paris Nord - autrice d'une recherche-action à Gennevilliers visant à comprendre les mécanismes d'appropriation de l'espace public par les femmes -, il s'agira de mieux appréhender ce continuum des violences entre espace privé et espace public qui s'exercent à l'encontre des femmes. Ces interventions mettront également en lumière la façon dont ces inégalités de genre se matérialisent, et soutiendront l'échange autour de projets et de démarches mises en place pour rendre les villes plus égalitaires, avec notamment le témoignage de la ville de Villiers-le-Bel.

www.lepoleressources.fr/actions/les-espaces-publics-vecteur-dinegalites-de-genre-et-de-discriminations/

< Rencontre, 24 septembre, 9h30-17h30, Paris >

JOURNÉE D'ACCUEIL DES COORDONNATEUR·RICES ASV/CLS/CLSM D'ÎLE-DE-FRANCE

Promotion Santé Île-de-France et les CRPV franciliens (Profession Banlieue, Ressources Urbaines et le Pôle ressources) reconduisent une rencontre des coordinateur·rices ASV/CLS/CLSM d'Île-de-France. La matinée traitera des fondamentaux de la promotion de la santé et de lutte contre les inégalités sociales de santé, initiera une culture commune et permettra de resituer le rôle et les missions de la coordination santé au sein des collectivités territoriales. L'après-midi, réservée aux coordinateur·rices et aux chargé·es de mission nouvellement en poste, sera l'occasion d'identifier collectivement les conditions pour qu'une prise de poste dans une démarche de promotion de la santé se déroule de façon optimale, d'échanger autour de thématiques d'actualité et de découvrir des outils et des ressources.

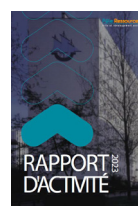
Contact : Noémie Siefert, noemie.siefert@lepoleressources.fr

< Atelier, 12 septembre, 9h30-16h30, Eaubonne >

ATELIER DES FACILIT'ACTEUR·RICES D'INTELLIGENCE COLLECTIVE

Le Pôle ressources propose, en partenariat avec Infusion collective, un nouvel atelier à destination des facilit'acteur·rices d'intelligence collective, qui souhaitent aller plus loin dans leurs pratiques coopératives. Ouverte à celles et ceux qui ont déjà été formés aux méthodes d'animation participative, cette journée permettra de se nourrir des expériences de chacun·e et de continuer à monter en compétence collectivement sur l'intelligence collective (avec des outils tels que le bingo des méthodes d'animation participative, le bocal à poissons...) ainsi que de partager et d'expérimenter de nouvelles méthodes d'animation de réunions coopératives et participatives (forum ouvert, méthodes de créativité et de coopération...) au service du développement social local.

www.lepoleressources.fr/actions/atelier-des-facilitacteur%c2%b7rices-dintelligence-collective/



LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 DE L'ASSOCIATION EN LIGNE

Le rapport d'activité 2023 du Pôle ressources est disponible sur le site de l'association. Celui-ci retrace l'année en 3 grands chapitres : éléments sur la structure ; missions socles ; actions portées en 4 grandes entrées.

www.lepoleressources.fr/app/uploads/2024/06/Pole-Ressources-RAPPORT-ACTIVITE-2023-V3.pdf

< Groupe d'échanges chef-fes de projet PNRU, RNCRPV, 1er octobre, 14h-16h, visioconférence >

FAIRE VIVRE LE PROJET URBAIN : UN TEMPS D'ÉCHANGES ENTRE CHEF-FES DE PROJET PNRU

Les Centres de Ressources Politique de la Ville (CRPV) animent sur leurs territoires respectifs des espaces de travail avec les agent·es des collectivités impliquées dans les projets de renouvellement urbain. Dans le prolongement de ces temps locaux, le groupe de travail "questions urbaines" du Réseau National des CRPV (RNCRPV) propose une rencontre au niveau national, à destination des professionnel·les du renouvellement urbain, afin d'échanger sur les pratiques, d'élargir les réseaux et de diffuser des démarches inspirantes. Au cours de ce nouveau rendez-vous, sera abordé l'enjeu de faire vivre le projet urbain sur le temps long : un axe traitant à la fois de la gestion du projet, de l'animation du quartier, de l'urbanisme transitoire, de la participation habitante et de l'adaptabilité du projet urbain. Ce premier atelier sera aussi l'occasion de tester ce format au niveau national et visera aussi à dégager des perspectives en termes de sujets à traiter, de récurrence de ces rencontres ou encore de format.

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeb6JE_DdB0in5ffYtZ4WJhyvuXmbnPXzvaUe8LdTf00aNIvA/viewform?usp=pp_url

National / Régional

Politique de la ville

ÉVOLUTION DE LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE : LE PORTRAITS DES NOUVEAUX QPV PAR L'INSEE

L'Insee publie un portrait de la situation sociale des 1362 quartiers prioritaires métropolitains (contre 1296 précédemment) issus de l'actualisation de la géographie prioritaire, opérée fin 2023. Plusieurs constats montrant une fragilité dans les QPV émergent : fort taux de suroccupation des logements, prévalence des locataires du parc social ; taux d'emploi faible avec une importante population employée et ouvrière, écarts de qualification conséquents (44% des habitant-es sans diplôme contre 23% au national). La population des QPV demeure caractérisée par sa jeunesse (39% de moins de 25 ans contre 30% au national), par une part importante de familles monoparentales, ainsi que par une population étrangère (environ 2,5 fois plus élevée qu'au national). L'étude témoigne également de la singularité des territoires, le Val d'Oise étant par exemple particulièrement concerné par la politique de la ville, avec près de 18% de sa population qui réside en quartier prioritaire.

www.insee.fr/fr/statistiques/8236231#tableau-figure3

Vie associative

UN EXERCICE DE PROSPECTIVE PARTICIPATIVE POUR IMAGINER UNE SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT

Dans la continuité de ses travaux sur l'engagement bénévole dans les associations, la Fonda a initié en 2022 un exercice de prospective participative en trois étapes pour imaginer, à l'horizon 2040, une société de l'engagement. Les réflexions issues des deux premières (comprendre le présent et explorer les futurs possibles), à retrouver au sein de la revue la Tribune Fonda, ont permis d'identifier acteur-rices et tendances clés de l'engagement et de formuler des hypothèses d'évolution pour converger vers cet

idéal de société. La troisième phase visera, à partir d'octobre 2024, à fédérer différent-es acteur-rices (responsables associatifs, bénévoles et RSE ; structures de l'ESS...) autour d'une vision partagée d'un futur souhaitable : une société dans laquelle les valeurs de l'engagement seraient largement diffusées, et imaginer la place des associations et de tous-tes les acteur-rices de l'intérêt général au sein de celle-ci.

<https://fonda.asso.fr/lexercice-de-prospective-vers-une-societe-de-lengagement>

En bref

● L'alternance, un plus pour les jeunes des QPV, à condition d'y accéder, Étude, Cereq, août

www.cereq.fr/alternance-jeunes-qpv

● La lutte Contre les Exclusions en Île-de-France, Baromètre régional 2023, Uriopss Île-de-France, août

www.uriopss-idf.fr/actualites/barometre-de-lutte-contre-exclusions-focus-sur-ile-de-france

● La vie devant soi : adolescence précaire, avenir incertain ? Étude, France stratégie, juillet

www.strategie.gouv.fr/publications/vie-devant-soi-adolescence-precaire-avenir-incertain

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Cergy

ESPACES CULTIVÉS PARTAGÉS - MODE D'EMPLOI

L'association b.a-BA, engagée depuis plus de 10 ans dans les jardins et vergers partagés, propose, en complicité avec le Mouvement des Colibris, une formation pour découvrir comment monter et animer un espace cultivé partagé et écologique sur un territoire. Ces lieux partagés, de plus en plus nombreux, en particulier au sein des quartiers populaires, peuvent prendre des formes très variées. A destination des professionnel-les des collectivités territoriales, bailleurs sociaux, structures du champ social, associations, ou encore collectifs habitant-es des quartiers populaires, ces deux journées de formation visent à partager une boîte à outils pour créer, planifier et animer un jardin ou verger partagé. Une attention particulière sera apportée à la dimension inclusive, via notamment l'importance de mobiliser les usager-es, de l'amont du projet à sa concrétisation, ainsi que d'encourager les pratiques collectives.

10 et 11 octobre 2024

Contact : Émilie Beinchet, emilie@associationbaba.fr

Pré-inscriptions : <https://framaforms.org/inscription-formation-espaces-cultives-partages-mode-demploi-cergy-2024-1713777510>

Yvelines

UN GUICHET UNIQUE CONTRE LE LOGEMENT INDIGNE, "HISTOLOGE"

Dans le cadre de son Plan Départemental de Lutte Contre l'Habitat Indigne (PDLHI), le département des Yvelines déploie depuis octobre 2023 la plateforme de saisine Histologe, en cours d'expérimentation sur 70 départements (dont les Yvelines sur l'ouest francilien). Ce service public vise à faciliter le signalement ainsi que le traitement des situations de mal-logement en permettant à quiconque (habitant-es, proches, associations...) de déposer un dossier, sans passer par les services sociaux. Les signalements sont ensuite analysés par les acteur-rices du PDLHI qui déclenchent une visite à domicile s'ils sont jugés pertinents. Les modalités d'intervention varient ensuite selon la situation et la procédure à laquelle elle correspond : non-décence, infraction au règlement sanitaire départemental, insalubrité ou mise en sécurité. La plateforme permet ainsi d'améliorer la coordination des acteur-rices, l'efficacité des actions, et permet à chaque personne de suivre l'avancée de son dossier.

Informations : www.yvelines-infos.fr/histologe-le-guichet-unique-contre-le-logement-indigne/

Fiche expérience

Montigny-lès-Cormeilles

UNE SEMAINE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, POINT D'ORGUE D'UN PROJET GLOBAL MENÉ PAR LA VILLE

Depuis 2019, la commune de Montigny-lès-Cormeilles porte une démarche partenariale visant à sensibiliser et à lutter contre les violences à l'encontre des femmes, déclinée en plusieurs axes, autour d'une semaine dédiée.

L'égalité de genre est un axe fort des politiques publiques menées par la ville de Montigny-lès-Cormeilles. Celle-ci agit pour promouvoir l'égalité filles-garçons et mène des actions de lutte contre les violences faites aux femmes et intrafamiliales. Ainsi, depuis 2019, et dans le prolongement du Grenelle contre les violences conjugales, le service prévention-contrat de ville, sur initiative des élu-es, en lien avec les directions relations publiques et affaires culturelles, notamment, réfléchit à la construction d'un programme capable de mobiliser partenaires et habitant-es. *Cela se concrétise autour de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre, par une série d'actions et d'évènements visant à sensibiliser largement et aussi à renforcer les partenariats entre professionnel-les, pour améliorer la prise en charge des victimes*, explique Ana Brumain, responsable du service prévention-contrat de ville.

Une action collective, portée par un panel de partenaires et d'habitant-es

Ainsi, depuis cinq ans, l'équipe municipale donne rendez-vous aux habitant-es, aux élu-es, aux entreprises, ainsi qu'aux partenaires (Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles -CIDFF-, associations telles que Nouvel horizon, Mon âme sœur...), et implique également les enfants, via le conseil municipal des enfants et des jeunes, pour une marche blanche et citoyenne dans la ville, *une marque de fabrique de la municipalité*, explique Ana Brumain. En 2023, le parcours a démarré place Lucy, quartier de la gare, pour un circuit à travers la ville, se terminant à la salle René-Char, au sein du quartier prioritaire des Francs. Divers espaces, tels des ateliers utilisant l'expression artistique y sont proposés, et des partenaires œuvrant à la lutte contre les violences de genre, comme le pôle psychosocial du commissariat, la police municipale, le CCAS, l'association Mon âme sœur, sont présent-es pour sensibiliser, informer sur les ressources nationales et locales existantes, et libérer

la parole. Chaque année, l'évènement bénéficie d'une mise en exergue, grâce à la notoriété de sa marraine, l'actrice Amélie Étasse, qui prononce, suite à la marche, un discours visant à rappeler et défendre les droits des femmes. Une représentation de théâtre clôture ce temps fort. En 2022, un théâtre-débat autour de la pièce « les maux bleus », illustrant les formes que peuvent prendre les violences a permis, via des échanges avec une référente sociale du commissariat d'Ermont, une juriste du CIDFF, et les comédiennes, de déconstruire des stéréotypes, d'apporter des éléments de compréhension sur le phénomène de l'emprise ou le cycle des violences.

Des outils pour mobiliser et sensibiliser pendant l'évènement et au-delà

En amont, la municipalité et les partenaires engagés dans la démarche réalisent différents outils de sensibilisation et mobilisent d'autres acteur-rices pour intégrer le projet. Ainsi, en 2023, le service périscolaire de la ville a été impliqué, dans le but de sensibiliser également les enfants. Ceux-ci ont réalisé des lampions qui ont servi à éclairer les personnes présentes lors de la marche. De même, l'association de prévention spécialisée Aiguillage a travaillé avec un groupe de jeunes (filles et garçons), à la réalisation d'un cerisier en bois, qui utilisé comme support pour déposer de petits messages. Les participant-es sont reparti-es avec un tote bag, contenant un dépliant réalisé par la ville, contenant des informations pratiques comme le numéro du portail national de signalement, l'outil le violentomètre et des ressources locales répertoriées par le service prévention-contrat de ville. *L'idée consiste à diffuser des informations utiles au plus grand nombre, et aussi à favoriser la mise en réseau entre acteur-rices sur le territoire*, explique Ana Brumain. D'autres supports sont utilisés, par exemple les étuis à baguettes (10 000 impressions en 2023 avec les informations concernant la marche), distribués dans les boulangeries, ou encore la réalisation d'un teaser diffusé sur les réseaux sociaux et dans la salle du cinéma privé présent sur la ville.

Une formation de sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes

Enfin, la ville a souhaité développer un volet « formation » à la lutte contre les violences faites aux femmes. *Celle-ci s'adresse à tou-ttes les agent-es souhaitant être sensibilisé-es, car cela concerne tout le monde, avec des inscriptions qui se font sur la base du volontariat*, relate Ana Brumain. Une seconde session est proposée aux partenaires (conseiller-es en insertion professionnelle, référent-es santé de la mission locale, associations de prévention spécialisée...). Ce sont ainsi environ 60 personnes qui sont formées à chaque session. Cette action est coconstruite en lien avec la police municipale et le docteur Bernard Marc, médecin légiste qui a longtemps exercé dans les commissariats, et y a développé une expertise des violences intrafamiliales. Les questions juridiques sont abordées, ainsi que les différents types de violence. La formation décrypte le phénomène de l'emprise, le cycle de la violence conjugale, et évoque leurs conséquences sur la santé physique et mentale des femmes, mais également celle des enfants, souvent covictimes. Elle vise aussi à outiller, en repérant les signes d'alerte, les symptômes, à travailler sa posture et son langage, pour comprendre comment prendre en charge une victime, ou vers quel partenaire la réorienter, le cas échéant. Enfin, la formation prévoit un temps permettant aux partenaires travaillant sur ce sujet au local de venir se présenter. *Cela permet une fluidification des transmissions et donc, une meilleure prise en charge*, poursuit Ana Brumain, *ainsi qu'une meilleure connaissance du maillage territorial et une mise en réseau plus efficiente*. La ville travaille à la reconduction de l'action en 2024, au travers notamment d'une nouvelle formation et l'idée de la proposer à un territoire plus élargi. Elle souhaite également proposer un nouveau spectacle, abordant la question d'une façon plus moderne, pour sensibiliser également un public de jeunes filles.

Contact : Ana Brumain, ana.brumain@ville-montigny95.fr



< SITE INTERNET >

UN CENTRE DE RESSOURCES CONSACRÉ AUX PERSONNES LGBTQIA+ EN LIGNE

L'association "Multikulti Media", fondée en 2012, a créé le média "D'ailleurs et d'ici", dans l'objectif de donner à voir une autre image des quartiers populaires et des minorités. Le média réalise ainsi articles, podcasts, ou encore organise des ateliers et stages sur l'interculturalité et les minorités. L'association a par ailleurs mis en ligne, en mars 2024, un centre de ressources numériques (après un premier consacré à l'histoire coloniale, l'esclavage et la traite négrière, et la Shoah), visant à lutter contre l'homophobie et la transphobie et à étudier l'évolution des droits des personnes LGBTQIA+. Différents outils informatifs - œuvres littéraires, films, témoignages vidéo et audio, musiques ou encore initiatives - sont proposés autour de trois rubriques : « LGBTQIA+, ça veut dire quoi ? », « LGBT & quartiers populaires » et « LGBT de toutes origines », pour déconstruire des préjugés, répondre à des questions, et *in fine*, participer à une société plus inclusive.

<https://ressources-lgbt.com/>

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- « Pour les enfants d'immigrés, santé mentale et thérapie sont souvent des sujets tabous en famille », Chloé Kichenane, The Huffington Post, 25 août

www.huffingtonpost.fr/life/article/pour-les-enfants-d-immigres-sante-mentale-et-therapie-sont-souvent-des-sujets-tabous-en-famille_238311.html

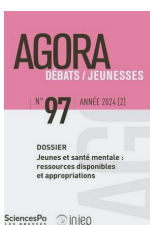
- « Le travail social en ligne de mire », Jonathan Louli, La Vie des Idées, 23 août

<https://laviedesidees.fr/Le-travail-social-en-ligne-de-mire>

- Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la ville : www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville



< À LIRE / À VOIR >



JEUNES ET SANTÉ MENTALE : RESSOURCES ET APPROPRIATIONS

Collectif, éd. Presses de Sciences Po, Agora débats/jeunesses, juin 2024, 168 p

Le constat d'une santé mentale des jeunes dégradée, au gré des crises que traverse la société (crises climatiques, économiques, sanitaires), a donné lieu à de nombreux travaux sociologiques ainsi qu'à des tentatives d'objectivations épidémiologiques. Ce dossier propose de faire un pas de côté en regardant de plus près les ressources proposées aux jeunes en matière de santé mentale, ainsi que l'appropriation de ces ressources par les jeunes dans leur diversité. Prenant acte de la variété des interventions en santé mentale, au-delà des seules instances psychiatriques, il donne à voir l'action de nouveaux professionnels et de nouveaux cadres de prise en charge, en faisant la part belle à des recherches portant sur des terrains encore peu explorés.

<https://injep.fr/publication/jeunes-et-sante-mentale-ressources-et-appropriations/>
4^e de couv



ORGANISATIONS ALTERNATIVES DES CITOYENNETÉS. RÉCITS D'EXPÉRIENCES ÉMANCIPATRICES

Amina Beji-Becheur, Audrey Bonnemaizon, éd. EMS, juin 2024, 240 p

Les organisations alternatives des citoyennetés sont développées par, ou avec, des citoyens qui expérimentent collectivement et localement de nouvelles manières de produire, d'habiter, de manger, de consommer, en réponse à des problématiques environnementales et sociales. Alternatives au capitalisme industriel et technologique, elles ont pour dénominateur commun un engagement dans une lutte pacifiste face aux acteurs dominants. Derrière les façades de la participation citoyenne heureuse, comment les citoyens s'organisent-ils ? Ont-ils les moyens de développer leurs projets de changement ou sont-ils à leur tour les instruments d'une fabrique institutionnelle de l'illusion de la participation citoyenne qui les maintient en marge ? C'est à ces questions que nous souhaitons répondre à travers quatorze histoires en France, au Maroc et en Tunisie. Ces organisations s'écartent des chemins balisés du système dominant actuel, capitaliste, extractif ou individualiste. Elles se situent dans les « interstices » des cités, là où il est encore possible pour des personnes concernées et engagées de trouver des moyens d'exprimer librement leurs désirs, de débattre, de faire des choix, de les réaliser, de les mettre en commun. [...]

www.editions-ems.fr/boutique/organisations-alternatives-des-citoyennetes/
Extrait 4^e de couv